

la nouvelle **ACTION FRANÇAISE**

1 F

HEBDOMADAIRE ROYALISTE - DEUXIÈME ANNÉE - 19-4-1972 - N° 51

**République
ou
Monarchie**

**Réponse
de
Jean-Marie
Domenach**

Voir pages 6-7-8

europa :

non

non

NON !



alors, vive l'Europe de Yalta ?

Ce n'est pas seulement à « l'élargissement de l'Europe » que répondront le 23 avril prochain, les partisans du « oui ». Leurs bulletins de vote seront en même temps, qu'ils le veulent ou non, une reconnaissance de fait de l'Europe de Yalta, de cette Europe déchirée, écartelée, que voulurent délibérément Roosevelt et Staline.

Les Soviétiques ne pouvaient rêver d'un meilleur cadeau à quelques semaines du 27^e anniversaire de la fin de la seconde guerre mondiale. L'on comprend que M. Brejnev se soit empressé de reconnaître, dans un discours au congrès des syndicats, « la réalité du Marché commun ».

L'Europe des « Six » lui semblait inquiétante. L'Europe des « Dix », au contraire, il en est conscient, recoupe sensiblement le bloc « atlantiste ». C'est dire que Moscou disposera désormais d'un argument de poids auprès de ses malheureux satellites qui montreraient quelques velléités d'indépendance. L'attitude de la France, dans un proche passé, avait fait germer d'immenses espoirs dans la plupart des nations dites de « l'Est » soumises à l'impérialisme russe.

LA FIN D'UNE ESPÉRANCE

Dans la mesure où elle refusait de participer à l'affrontement des « blocs », où elle sortait de la tutelle américaine, la France apparaissait comme un recours possible auprès de pays où elle continuait de compter d'inappréciables amitiés.

Les Soviétiques se trouvaient en effet bien embarrassés pour empêcher leurs « alliés » de tisser des liens de toute nature avec une nation d'importance secondaire, ne pouvant donc constituer une menace militaire pour l'U.R.S.S.

C'est au nom de cette détente due aux initiatives françaises que des Etats comme la Roumanie, voire comme la Pologne, se sont efforcés de recouvrer, lentement, prudemment, une certaine liberté de manœuvre. Le Kremlin se trouvait pris ainsi à son propre piège de la coexistence pacifique...

D'autant que, fort habilement, des hommes, tel M. Ceausescu, qui sortent insensiblement de l'orbite soviétique, prennent garde de bien maintenir à l'intérieur de leur pays la plus stricte orthodoxie marxiste, privant ainsi les dirigeants moscovites de tout prétexte d'intervention. Les exemples de Hongrie et de Tchécoslovaquie ont servi de leçons. Les européens de l'Est ne commettront plus les mêmes erreurs.

Leurs espérances, hélas, risquent fort d'être réduites à néant par la naissance de l'Europe des

« Dix » ! Les Soviétiques, avec elle, tiennent enfin l'arme susceptible d'arrêter un processus qui se révélait, pour eux, de plus en plus dangereux.

SORDIDE MARCHANDAGE

Écoutons M. Brejnev : « Nos rapports avec les participants du Marché commun dépendront naturellement de la mesure dans laquelle ces pays reconnaîtront eux-mêmes la réalité qui existe dans la partie socialiste de l'Europe. »

Si les mots ont un sens, M. Brejnev propose à la C.E.E. un marchandage sordide qu'on peut traduire en clair : « Reconnaissez notre domination sur l'Europe de l'Est et nous pourrions faire de bonnes affaires avec vous. »

Bien sûr, les échanges commerciaux ne seront plus conclus d'Etat à Etat, mais par entente entre les deux « Communautés ». L'U.R.S.S. redonne par ce biais au Comecon, le « Marché commun de l'Est », un second souffle dont il avait bien besoin. Et M. Brejnev doit dès à présent se frotter les mains : il va pouvoir contrôler à nouveau — et de façon étroite, on peut lui faire confiance — les économies nationales des pays « socialistes » dont certaines se caractérisaient, en Hongrie par exemple, par des réformes peu compatibles avec les dogmes marxistes.

Incontestablement, les « occidentaux » sont en train de se rendre un grand service à l'actuel « petit père des peuples ». Mais M. Brejnev saura les récompenser à leurs justes mérites ! Qu'importe, en effet, aux capitalistes d'Europe occidentale, le sort de 120 millions d'hommes, pourvu qu'on leur fasse miroiter la possibilité de débouchés et donc de profits nouveaux.

Tout sera pour le mieux dans le meilleur des mondes capitaliste et socialiste. Mais la grande chance historique qui s'offrait à l'Europe tout entière de supprimer progressivement les effets de Yalta aura été volontairement abandonnée, gâchée, bousillée.

RELIRE « KIEL ET TANGER »

Il ne restera plus à l'Europe prétendue élargie qu'à s'enfermer dans son « complexe obsidional », dans son imbécile autosatisfaction, avec pour tout idéal, l'énumération régulière de son nombre d'autos, de réfrigérateurs et de machines à laver. Voilà, n'est-il pas vrai, de quoi satisfaire les Lecanuet, Servan-Schreiber, Abelin et consorts, éternels sectateurs de l'Europe capitaliste, technocratique, atlantiste, représentants caractéristiques

d'une classe bourgeoise veule et égoïste, incapable de concevoir un autre genre de vie que celui proposé par les Etats-Unis.

Quant à la France, elle aura perdu en quelques semaines le bénéfice des patients efforts menés depuis des années par sa diplomatie en direction des pays martyrs d'Europe de l'Est. L'ambition nationale, c'est maintenant, selon M. Pompidou, d'augmenter les exportations de la C.E.E. « élargie ». Langage de marchand. Propos de banquier...

Mais quels que soient les résultats de son référendum, il subsistera toujours suffisamment de Français pour rappeler sans cesse que cette Europe-là n'est qu'un mensonge à l'égard de nos concitoyens et une trahison à l'encontre de millions d'Européens qui attendaient de la France autre chose qu'un ralliement aux idéaux technocratiques du monde anglo-saxon.

Nous serons aussi quelques-uns à rappeler sans relâche, ici, que la clé de toute diplomatie française véritable se trouve dans un livre prophétique écrit au début du siècle. « Kiel et Tanger », de Charles Maurras, montrait que la France ne doit jamais se laisser intégrer dans un bloc mais, pour « manœuvrer et grandir », se faire la fédératrice des petites et moyennes nations contre tous les impérialismes.

MM. Pompidou et Lecanuet, zélés du Saint Empire américain germanique, sont les épigones revus par les « managers » de ces Ligneurs qui luttèrent contre le roi de France pour les Habsbourg d'Autriche ou d'Espagne. Face à eux nous assurerons la régence d'une politique royale qui, sans guerre d'envergure et malgré la brisure de la Réforme, avait su, aux XVII^e et XVIII^e siècles, créer une Europe française de Paris à Saint-Petersbourg.

Gilles DESORRES.

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

RESTAURATION NATIONALE
Edité par la S.N.P.F.

17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{er})
Téléphone : 742-21-93

Abonnement un an : 45 F
Abonnement de soutien : 100 F

C.C.P. N.A.F. 642-31

Directeur de la Publication :
Yvan AUMONT

Directeur politique : Gérard Leclerc.
Rédacteur en chef : Arnaud Fabre.

REDACTION :

Politique intérieure : Paul Maisonblanche, Christian Dujardin, Bertrand La Richardais, Patrick Plessais, Stanislas Leblanc, Hervé Catta, Gilles Desorres.

Politique étrangère : Axel Alberg, Philippe Vergne, François Martin, Perceval (Moyen-Orient), Yann Kerlann (Extrême-Orient).

Politique sociale : G.-P. Wagner, J.-C. Fréaud (Justice), Philippe Dartois, Jean-Pierre Boulogne (Médecine), Marius Brémont.

Politique économique : Ph. Dillmann, Ph.-H. Durocher, J. Delcours, Henri Villemart.

Les Idées : Gérard Leclerc, Bertrand Renouvin, Francis Bertin.

Lettres, Art, Spectacles : Christian Delaroche, Dominique Paoli, Anne Richard.

Enquêtes et débat : Bertrand Renouvin, Patrice Bertin.

Secrétariat de rédaction : François Fleutot, Thierry Barberousse.

imprimerie abexpress
72, rue du château-d'eau paris 10^e

EDITORIAL

France, de Lecanuet à Servan-Schreiber, de Jean Monnet à Poher, d'Abelin à Guy Mollet.

Ce NON nous sera reproché par certains et nous ne l'ignorons pas. C'est pourquoi nous ne cachons pas les motifs de notre choix. Certes, on nous accusera de ne pas être logiques dans notre opposition : depuis des années nous avons dénoncé les mécanismes de la petite Europe et voilà que nous refusons aujourd'hui une évolution qui en atténue les aspects contraignants et supranationaux. Limitée à six pays, une construction politique européenne était peut-être possible ; à dix, cela devient une chimère. D'ailleurs, le comportement politique constant de la Grande-Bretagne, appuyé sur une tradition historique sans défaillance, n'est-il pas le plus sûr garant contre toute espèce de supranationalité ? Celle-ci est morte, nous le savons bien, puisque Michel Debré nous l'a affirmé.

Laissons au courriériste de la colère l'exclusivité de ce jugement inepte en regrettant simplement que le grand écran, au moment où se joue Jésus-Christ superstar, ne l'ait point encore immortalisé dans le rôle de l'un des douze qu'il tient sans égal depuis quatorze ans et considérons attentivement les autres arguments qui sont plus sérieux. C'est vrai, si la question posée concernait seulement l'élargissement du Marché Commun, une telle position serait défendable et nous pourrions alors répondre oui. Nous y avons réfléchi et nous avons écarté cette solution.

Pourquoi ? Parce que depuis les discours du chef de l'Etat et l'ouverture de la campagne électorale, le problème se présente sous un jour tout à fait différent. Nous n'avons rien a priori contre un renforcement de la coopération économique et politique avec la Grande-Bretagne, bien au contraire. Plus d'une fois, dans ce journal, avons-nous souligné les intérêts communs qui nous rapprochaient d'elle, souvent de façon plus étroite que vis-à-vis de l'Allemagne ou de l'Italie. Dans une Europe où l'agressivité politique de Brandt vient renforcer la propension germanique à l'impérialisme industriel, l'entrée de la Grande-Bretagne peut constituer le contrepoids qui manque actuellement. C'est pourquoi notre opposition à la politique pompidolienne n'est en rien dirigée contre la Grande-Bretagne et ses associés, mais contre l'utilisation qui est présentement faite de leur demande d'adhésion au Marché Commun.

Si un doute quelconque pouvait subsister avant le 7 avril, le message du Président de la République au Parlement l'a balayé. Le oui au référendum a été présenté et surtout interprété comme un engagement solennel à l'Europe, une Europe indéfinie, abstraite, idéalisée. Cela, nous ne pouvons l'admettre.

Jusqu'à présent, ni les partisans de l'Europe, ni les dirigeants de la V^e République n'avaient fait preuve d'un tel mépris à l'égard des « consultés ». Les précédents référendums comportaient chacun un objet précis et susceptible d'examen : réforme constitutionnelle, abandon de l'Algérie, réforme régionale. Il en était de même pour les projets d'organisation de l'Europe : C.E.C.A., C.E.D., Marché Commun, Euratom, politique agricole commune. Ici, rien de tel, mais seulement un scrutin plébiscitaire renforcé par l'inconsistance réelle de la question. La démocratie politique est l'art de se moquer du monde. Mais il y a tout de même des limites. Pompidou nous démontre qu'elles peuvent être reculées. Il embarque la France sur le bateau ivre d'une Europe qui n'existe qu'à l'état de mystique et de mythe. Cela lui permet d'esquiver pour un bout de temps la solution des problèmes de la société française en berçant le pays d'une chimère. Le réveil n'en sera que plus dur, notamment lorsque les capitalistes étrangers auront davantage encore colonisé notre pays, mais qu'importe : entre temps M. Pompidou aura terminé son septennat et payé sa dette de reconnaissance à l'égard des centristes qui se sont ralliés à lui en 1969, permettant son élection.

Devant cette escroquerie qui met en danger jusqu'à l'existence même de la France, nous dirons non le 23 avril. Mais ce non sera un oui à une nation renouée reprenant le grand rôle international qui peut être le sien. Notre pays est en effet bien moins atteint par la dénatalité que nos voisins et son taux de croissance — qui n'est pas une panacée certes, mais doit être pris en compte — est supérieur à celui de l'Allemagne et de l'Angleterre. Son prestige, aussi bien en Roumanie qu'en Iran, au Brésil qu'au Canada, n'a jamais été aussi grand. L'enlisement dans l'Europe néo-capitaliste, les compromissions avec un monde anglo-saxon en proie à une crise de civilisation monstrueuse, seraient donc le plus horrible des crimes et la plus stupide des fautes.

N.A.F.

non

Sans équivoque ni réserves nous répondrons NON au référendum. Un NON mûrement réfléchi tant à un procédé inutile et dangereux qu'à un chèque en blanc délivré en faveur du chef de l'Etat pour l'application d'une politique dont personne ne connaît les objectifs. Un NON enfin à l'exploitation systématique d'une interprétation dont seuls peuvent se réjouir les inconditionnels de l'anti-



l'européisme contre les nations

L'opération référendum n'est pas simplement un acte conjoncturel. La flambée d'idéologie européenne qu'elle suscite ne fait que relancer une mystique qui est à la fois le produit ultime de l'idéologie démocratique et la négation radicale de la nation. Il convenait donc d'étudier de plus près qui sont les européistes. C'est ce qu'entreprend cette semaine notre ami Axel Alberg.

Du rêve... aux réalités

Pendant tout le XIX^e siècle, l'idée européenne a cheminé sous les oripeaux de l'humanisme universel ; une gravure de 1848 montre les peuples européens en marche sur un chemin parsemé de couronnes et de drapeaux, symboles des « nations mortes ». L'idée est claire : que tous les cadres historiques disparaissent et l'unité européenne est faite.

Rêverie fumeuse de poète en mal de Babel planétaire ? Certes, ne voit-on pas Victor Hugo écrire : « Un jour viendra où les boulets et les bombes seront remplacés par les votes, par le suffrage universel des peuples. » En 1870, siégeant à l'Assemblée nationale, il va jusqu'à proposer à l'Allemagne victorieuse de se « fondre » avec la France : « Plus de frontières ! le Rhin à tous. Soyons la même République, soyons les Etats-Unis d'Europe, soyons la fédération continentale, soyons la liberté européenne. » Lamartine renchérit en affirmant que l'unité européenne ne peut se faire qu'autour d'un axe France-Allemagne ; comme on le voit, nos européistes ont de qui tenir dans leur germanolâtrie impénitente.

Mais il est un temps où les utopistes veulent à tout prix faire coïncider les réalités et leur rêve, et Lamartine, devenu ministre des Affaires étrangères en 1848, publie un « manifeste à l'Europe » : « La raison a créé entre les esprits cette grande nationalité qui sera l'achèvement de la révolution française. »

Dès l'origine, européisme et idéologie révolutionnaire vont de concert, et dans l'échiquier politique, on retrouve à notre époque les mêmes tendances : démocrates-chrétiens, socialistes, technocrates saints-simoniens. Un disciple de Fourier, V. Considérant, propose l'unité européenne sous la forme... d'un grand Etat unitaire et centralisé ! On croirait entendre un haut fonctionnaire des Communautés européennes de Bruxelles ou de Strasbourg.

SAINT-SIMON ET L'EUROPE DES TECHNOCRATES

Mais le véritable prophète de l'Europe (et de la techno-bureaucratie) est M. le Comte de Saint-Simon. En 1813, à plus de 50 ans, il s'attache à « réorganiser la société européenne », et en 1814 paraît un traité intitulé « De la réorganisation de la société européenne ou de la nécessité et des moyens de rassembler les peuples de l'Europe en un seul corps politique ».

Il voit le fondement de l'Europe dans un axe France-Angleterre appuyé sur un régime parlementaire « placé au-dessus de tous les gouvernements nationaux ».

Pour établir solidement la nouvelle unité, Saint-Simon préconise la création d'un corps de spécialistes « éclairés », doués d'un « véritable patriotisme européen » et du « sens de l'intérêt général ». Moyen d'établir l'« intérêt général » : la planification généralisée.

Saint-Simon a certes droit au titre de prophète, tout concorde rigoureusement : l'axe franco-britannique cher au cœur de MM. Lecanuet et Poher, le Parlement européen qui siège à Strasbourg, le corps des technocrates, la planification. Mais il serait naïf de tenir Saint-Simon pour un prophète drapé dans un splendide isolement. Ses disciples vont forcer le hasard et le sens de l'histoire.

Sous la Monarchie de Juillet, les saints-simoniens obtiennent l'appui de banquiers et d'industriels, comme les frères Péreire. Dès lors, la jonction entre les utopistes et les financiers est faite et se prolongera jusqu'à nos jours.

Là encore, la réalité a confirmé la prophétie. Très lucidement, les saints-simoniens anciens ou modernes ont vu que l'argent n'a ni odeur ni patrie, et que le capitalisme triomphant culmine dans la disparition des nations.

LES GOUVERNEMENTS CONTRE LES NATIONS (1919-1939)

Il faudra le choc de la première guerre mondiale et l'écrasement des grands empires pour que l'idée européiste devienne force politique, et non plus seulement affaire d'idéologues et de financiers, bien que ces deux éléments y trouvent largement leur place naturelle. En dépeçant l'Europe au nom du droit des nationalités, et en élevant les baraquements politiques d'Europe centrale, les négociateurs de 1918 feront la preuve par l'absurde qu'une autorité supra-nationale est nécessaire pour en imposer aux Etats qui ne rêvent que d'en découdre.

En 1922, un aristocrate austro-hongrois, Richard de Coudenhove-Kalergi, lance un ouvrage à succès : « Paneurope ». Le but : que les Etats consentent démocratiquement les abandons de souveraineté ; le moyen : former l'opinion publique à cette idée, et particulièrement les parlementaires. On doit avouer qu'il n'y a pas trop mal réussi. En 1924, il fonde l'Union Paneuropéenne qui tient son premier congrès à Vienne, avec la participation de Bénès, président de la République tchécoslovaque et boute-feu de la seconde guerre mondiale, du radical français Caillaux, du social-démocrate allemand Loebe, président du Reichstag.

En janvier 1925, le président du Conseil français, Herriot, lance un appel officiel en faveur de l'Europe. Sur ce plan-là, M. Servan-Schreiber est bien le digne héritier du radical Herriot. En 1926, un groupe de financiers et d'industriels lance « l'Union démocratique et douanière européenne ». A la même époque, le ministre français Loucheur, bien oublié aujourd'hui, se révèle lui aussi prophète : dans son livre « Problèmes de la coopération économique internationale », il demande la création de cartels européens du blé, de l'acier et du charbon.

Son vœu sera accompli en 1952 avec la création de la C.E.C.A. (Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier). Quant à ses suggestions agricoles, elles trouveront leur réalisation avec le Plan Schuman et le Plan vert.

Un autre ministre et président du Conseil accepta la présidence de l'Union Paneuropéenne : Aristide Briand, le chantre de la réconciliation franco-allemande, si bien dupé par son collègue allemand Stresemann, lui aussi européiste, mais par intérêt.

En 1929, Briand, président du Conseil depuis peu, affirme dans sa déclaration d'investiture sa ferme intention de « faire les Etats-Unis d'Europe ». En 1930, Alexis Léger, secrétaire général du quai d'Orsay, propose aux gouvernements occidentaux un plan « d'organisation d'un régime d'union fédérale européenne », fondé entre autres sur un « marché commun ».

« UNE CONVENTION DE CAPITALISTES EUROPÉENS »

La même année, M. Caillaux (condamné pendant la première guerre mondiale pour haute trahison), dans une interview au journal « Le Capital » (qui, comme son nom l'indique, est voué à la défense d'intérêts précis), déclarait : « J'ai la conviction que le dilemme s'unir ou disparaître est inexorable pour l'Europe. »

Quelques années auparavant, un autre « réaliste »



s'exclamait devant les projets européistes: « On peut concevoir les Etats-Unis d'Europe comme une convention entre capitalistes européens. » Ce réaliste s'appelait Lénine; il affirmait encore: « Non seulement la question de la Ruhr, mais aussi la question des répartitions entrent parfaitement dans le schéma des Etats-Unis d'Europe. » A propos de la Ruhr et des « régions économiques communes », que dit M. Servan-Schreiber, député de la Lorraine ?

LA SECONDE GUERRE MONDIALE CRÉPUSCULE DES NATIONS ?

La guerre de 1939-1945 est une occasion pour tous les belligérants de parler d'Europe: la leur bien sûr.

En pleine guerre, Churchill propose une fusion franco-britannique, tandis que "Combat", alors principal journal de la Résistance française, proclame: « Les Etats-Unis d'Europe seront bientôt la réalité vivante pour laquelle nous combattons. » Pendant ce temps, l'Europe se fait manuv militari sous un fédérateur: Adolf Hitler pour qui « Europe » signifie « Grande Allemagne », ce qui fera gémir M. Saint-Paulien dans son « Histoire de la Collaboration ».

Les nationaux-européens de "Rivarol" feront moins de manières; une Europe allemande vaut mieux que pas d'Europe du tout, et puisque M. Pöcher joue au successeur (pacifique) du Führer, rien n'est perdu.

En 1945, raz de marée européiste: les nations sont déclarées responsables de la guerre. On parle dans les nouveaux Parlements peuplés de démocrates-chrétiens et de sociaux-démocrates de la nécessité d'un « équilibre européen ».

C'est bien ce que réalise à sa manière le grand vainqueur de Yalta en colonisant huit nations d'Europe centrale « unies » par la coopération économique (le Comecon) et l'alliance militaire (le Pacte de Varsovie). En réponse à l'Europe du « petit père des peuples », le général Marshall, au nom de la libre Amérique, offre à l'Europe une chance de redressement par un « plan d'aide » dont le résultat sera la colonisation économique des pays européens. Ce qui n'empêchera pas les européistes d'affirmer gravement que l'unité de l'Europe permettrait la création d'un troisième bloc entre Washington et Moscou.

Il est curieux de voir que ce sont les mêmes qui préconisent la construction de l'Europe et la soumission inconditionnelle aux Etats-Unis (n'est-ce pas M. Lecanuet?). Le 15 juillet 1947, seize pays européens fondent un « Comité de coopération économique de l'Ouest, créent l'O.E.C.E. (Organisation Européenne de Coopération Economique) qui répartira les fonds du plan Marshall. Dès lors le vieux rêve saint-simonien se réalise: l'Europe se fait, pas à pas, par la conjonction des idéologues et des technocrates.

Mais à peine en voie de réalisation, ils se heurtent à ces faits dont Maurras rappelait qu'ils étaient fort têtus. Et l'histoire de l'eupéisme depuis 1948 est celle des tentatives désespérées d'idéologues pour forcer une réalité qui leur échappe... quitte à tuer la France.

(A suivre.)

Axel ALBERG.

NAF . TELEX . . . NAF . TELEX

● DENTISTES. — Depuis le mois de janvier, les étudiants en chirurgie dentaire de l'Ecole de La Tour-d'Auvergne sont en chômage technique à cause de l'insalubrité des locaux (un étage a été condamné par le G.D.F. pour fuites de gaz) et de l'état immonde du matériel. Gageons qu'une solution géniale sera trouvée par nos technocrates pour donner un enseignement aux 450 étudiants ainsi mis à la rue...

● BAGNOLES RAS LE BOL. — Samedi 22 avril, veille de la grande confrontation bidon, aura lieu à Paris la confrontation autos-pollution - vélos. A 13 h 30 tous les vélocipédistes conscients ou inconscients se rassembleront place Dauphine pour célébrer la première fête de la dépollution. Un cortège de mille vélos, patins à roulettes et patinettes traversera Paris, en passant par les Champs-Élysées, le Quartier Latin, la tour Montparnasse, au son des trompettes, sifflets et clochettes, pour se rendre au bois de Vincennes. M. Dreyfus, directeur de la Régie Renault, est cordialement convié à cette cérémonie. En revanche, lors de la fête champêtre qui suivra le défilé, aucun stand de tir où sa police privée pourrait exercer ses talents, n'est prévu.

● ESPIONNAGE. — Le troisième secrétaire de l'ambassade de Tchécoslovaquie, Korisko, que la N.A.F. avait signalé dans son numéro du 23 février comme important agent du service de renseignements tchèque, vient d'être interpellé par la D.S.T. à la suite d'une filature et prié de quitter la France.

● CAMBODGE. — Pékin dénonce les tentatives soviétiques de création d'une troisième force au Cambodge: soutien soviétique à Lon Nol contre participation communiste au gouvernement de Pnom-Penh. Les principaux intermédiaires de cette négociation, le colonel Lon Nol et Hang Tun Hak, seraient actuellement à Paris. Une partie à quatre (Paris, Pnom-Penh, Moscou, Pékin) ne fait que commencer. Affaire à suivre.

● VIETNAM. — Vietcongs et Nord-Vietnamiens viennent de lancer une offensive générale. Ce n'est pas forcément un signe de force pour eux, certains indices laissent au contraire à penser que les Viets, à bout de souffle, jouent leur va-tout un peu comme Guillaume II en 1918, ne serait-ce que pour améliorer leur position au moment des négociations de paix.

SANS COMMENTAIRES !

Sans optimisme exagéré, l'Europe peut espérer que M. Georges Pompidou, au cours de son septennat, saura réaliser une confédération européenne.

Il en a le pouvoir et la volonté.

Actuellement, M. Pompidou est l'homme le plus stable d'Europe. Il est, pour les prochaines sept années, roi de France. Comme chaque souverain, il ne pourrait être renversé que par une révolution, par son abdication ou par la mort.

Sa puissance est encore renforcée du fait qu'il peut, à l'Assemblée nationale, s'appuyer sur une large majorité et encore sur la nation française qui l'a élu.

Ce souverain, le plus stable d'Europe, est depuis longtemps un paneuropéen convaincu. Bien avant d'être nommé chef du gouvernement, il était un des chefs du mouvement paneuropéen: vice-président de l'Union paneuropéenne de France et vice-président de l'Association internationale pour la promotion de l'idée paneuropéenne, qui assure les finances du mouvement.

M. Pompidou, chef du gouvernement français, dut se démettre de ces deux vice-présidences, mais il resta membre du Conseil d'honneur international de l'Union paneuropéenne avec ses plus proches collaborateurs: le Premier Ministre, M. Chaban-Delmas, le ministre des Affaires étrangères, M. Maurice Schumann, et le ministre de la Défense nationale, M. Michel Debré. Son ministre des Finances, M. Valéry Giscard d'Estaing, représente la troisième génération de paneuropéens.

✱

Ce texte est signé du comte de Coudenhove-Kalergie, président-fondateur du mouvement paneuropéen, et a paru dans Le Monde du 29 août 1969 sous le titre « La France, Piémont de l'Europe ». Libre à certains, après cela, de voir en M. Pompidou un Machiavel qui embrasse la supranationalité pour mieux l'étouffer.

république ou monarchie
la semaine
prochaine **jean de fabregues**
réponse de



N.A.F. — Jean-Marie Domenach, vous venez de publier un ouvrage sur Emmanuel Mounier. Tout le monde a entendu parler du Personnalisme, dont il fut le penseur et l'apôtre. On lui a fait le reproche de laisser de côté le problème des institutions. Qu'en pensez-vous ?

J.-M. D. — Je pense que ce reproche est assez valable. Pour comprendre l'insuffisance des propositions d'Emmanuel Mounier dans ce domaine, il faut se souvenir que la revue *Esprit*, comme beaucoup d'autres mouvements nés dans les années trente, avait de la crise économique qui sévissait alors en Europe une vision totale : il ne s'agissait pas seulement pour eux d'un problème d'économie ou d'un problème politique, mais avant tout d'un problème de civilisation, auquel il fallait répondre par un projet de civilisation. En conséquence, toute réforme politique ou économique était pour eux non pas vaine et superflue, mais secondaire. Comme le disait Mounier, « *le politique est urgent, mais il reste subordonné* ». Je crois qu'à l'époque cette proposition — diamétralement contraire à l'axiome du *politique d'abord* — était justifiée. La secousse qui ébranlait le monde allait bien au-delà d'un mauvais fonctionnement des institutions. Elles constituaient les prémisses d'une crise de la foi, de l'intelligence, dont nous continuons à subir les conséquences.

Voilà la première raison qui conduisait Mounier à laisser de côté le problème politique. Il y en a une seconde : c'est que le projet d'Emmanuel Mounier incluait une cité globale, reconstruite harmonieusement selon les besoins. Mounier s'est inspiré à la fois des penseurs du catholicisme social et des proudhoniens pour proposer une cité pluraliste, fédérale, où l'Etat ne serait plus l'organisateur de toutes les fonctions sociales, mais remplirait une fonction subsidiaire. Mounier éprouvait une méfiance assez accusée à l'égard de l'Etat, aussi bien sous sa forme conservatrice, autoritaire, que sous sa forme socialiste, révolutionnaire. Il voyait dans l'Etat non pas un monstre, mais un prélèvement assez injustifié sur l'activité sociale des citoyens.

Ce qui intéressait Mounier, c'était de refaire une société : pour lui, le seul obstacle à l'activité dévorante de l'impérialisme industriel, à la dictature du productivisme (capitaliste ou socialiste), au totalitarisme de gauche ou de droite, était une société existant autant que possible par elle-même, dégageant ses véritables besoins et s'organisant dans une large confrontation.

Le projet social de Mounier est donc régénérateur et assez libertaire, et ce caractère explique qu'il ait accordé une importance insuffisante au problème des institutions. Mais on ne peut pas tout faire. C'est le tragique de l'histoire qu'on ne puisse jamais répondre que par une seule réponse et non par toutes les réponses à la fois.

N.A.F. — Il est frappant, quand on lit votre livre, de voir comment nous nous trouvons devant le même contexte de civilisation et comment certaines analyses se trouvent aujourd'hui justifiées. Pourriez-vous nous dire quel était le diagnostic fondamental que Mounier portait sur notre civilisation ?

J.-M. D. — Volontiers, puisque, comme vous venez de le dire, nous sommes mieux préparés aujourd'hui à comprendre la vérité de la contestation des années trente, à mesurer sa richesse, puisqu'à la différence de la contestation des années soixante-dix, elle incluait une affirmation, elle avait le courage de présenter des remèdes.

Pour Emmanuel Mounier, le monde occidental

réponse de Jean-Marie Domenach

Jean-Marie Domenach est né à Lyon, le 13 février 1922. Journaliste, écrivain, il participe activement à la Résistance. Il fut successivement, après la Libération, secrétaire de rédaction, puis directeur de la revue « *Esprit* » où il succéda à Albert Béguin, lui-même successeur d'Emmanuel Mounier.

Il a écrit de nombreux ouvrages : *Celui qui a écrit*, *Barrès*, *Yugoslavie*, *compte de son*, *« N.A.F. » du 8*

était entré avec le capitalisme dans une entreprise certes grandiose mais dissolvante. Pour lui, l'esprit humain s'était en quelque sorte cassé en deux, philosophiquement et pratiquement. Philosophiquement, parce que l'exigence de la liberté individuelle était partie d'un côté avec le rationalisme et l'existentialisme ; d'un autre côté, l'exigence d'une libération collective était partie avec les hégélianismes de gauche et de droite. Mounier réclamait donc une réconciliation de l'esprit humain avec lui-même, ce qu'il appelait une *nouvelle renaissance*, c'est-à-dire une nouvelle alliance de l'homme avec son savoir, avec sa philosophie. Il voulait que l'on cessât d'opposer individualisme et collectivisme parce que c'était à ses yeux les deux faces d'une même maladie de l'esprit, qu'on cessât d'opposer matérialisme et spiritualisme parce que c'était également deux abstractions qui étaient comme les deux retombées d'une même vérité.

Pratiquement, il s'agissait à ses yeux d'une société corrompue par la bourgeoisie — et là son analyse s'inspirait beaucoup de celle de Péguy — d'une société qui avait perdu sa raison d'être, son but, qui s'était vouée à la production et à la consommation sans fin. C'était un homme qui s'était cassé en deux, comme la philosophie, entre les astreintes collectives et l'existence individuelle, qui perdait son lien avec la communauté, avec la nature, qui devenait prisonnier de ses propres objets. Trente ans avant l'avènement de la société de consommation, Mounier avait donc parfaitement dessiné la ligne de corruption de cette société, en montrant qu'elle créait un lien social à la fois amollissant et destructeur.

Mounier pensait que l'homme ne pourrait exister à nouveau que s'il retrouvait un lien avec ses communautés données — la nation, la famille — et les communautés voulues au sein desquelles l'homme pourrait à nouveau exprimer ses besoins sans être enchaîné par la tyrannie de l'argent, par la contrainte de la production-consumation, qui ont fait de l'ensemble de la vie humaine une construction quantitative alors que l'homme est d'abord un être qui doit s'enrichir de son contact avec la nature, avec les autres, avec ce que Mounier appelait le spirituel et qui n'était pas seulement le religieux. En somme, c'est très simple et cela reste très révolutionnaire. Il y a en effet dans la pensée de Mounier l'alliance de deux thèmes que l'on sépare d'ordinaire : le thème de

la révolution, c'est-à-dire un changement radical qui implique en même temps une conversion de l'individu, des mœurs nouvelles, la frugalité, le don aux autres, l'amitié, l'amour et la poésie, et d'autre part le thème de l'ordre qui est précisément la cité dans son fonctionnement orientée aux vrais besoins et aux valeurs.

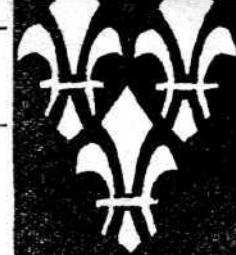
N.A.F. — Ne pensez-vous pas que face aux totalitarismes de l'époque — fasciste ou stalinien — c'était une faiblesse que de laisser de côté le problème de l'Etat ?

J.-M. D. — Peut-être avez-vous raison. On peut aussi répondre que le thème de l'Etat se trouvait mobilisé à l'époque par la droite, ou par les fascistes, et que, par un jeu d'opposition qui est la règle de la politique, les hommes qui voulaient la justice se trouvaient portés à l'autre extrême.

Vous savez comme moi que la vie politique n'est jamais transparente, qu'elle est dominée par des conflits : il y a eu l'affaire Dreyfus en France et ceux qui ont pris le parti de défendre l'Etat au mépris de la justice portent une lourde responsabilité dans cette dichotomie que vous déplorez et que je déplore aussi. Pour ma part, j'ai toujours cherché à avoir le sens de l'Etat en même temps que celui de la justice, mais je ne peux pas empêcher que la France ait connu cette déchirure au début du XX^e siècle et que l'opposition de la gauche et de la droite se soit cristallisée dans les années trente autour de l'Etat, monopolisé par les hommes de droite, et de la justice, monopolisée par les hommes de gauche. Le gaullisme représentait à mes yeux une synthèse provisoire et fragile, certes contestable, mais tout de même une synthèse entre le sens de l'Etat et la recherche d'objectifs qui étaient à mes yeux des objectifs de gauche.

N.A.F. — Dans un récent numéro d'« Esprit », vous vous insurgiez contre une certaine façon d'anéantir le problème politique en lui-même. C'est donc que vous défendez l'essence du Politique ?

J.-M. D. — Je pense en effet qu'il y a un niveau du Politique qui n'est pas réductible aux enthousiasmes, aux générosités ou aux rationalités déductives. Ce plan de la politique est d'abord caractérisé par le pouvoir, et quels que soient les efforts que l'on fasse pour démocratiser le pouvoir, pour le libéraliser, il n'est jamais entiè-



menach

deux articles et des livres sur des sujets variés : le ciel, la propagande politique, Maurice Maeterlinck, le retour du tragique. Gérard Leclerc a rendu hommage à l'ouvrage : Emmanuel Mounier, dans la

remement justifiable. Le fait qu'un être ait un pouvoir sur un autre est quelque chose qu'il est impossible d'expliquer d'une manière totalement rationnelle.

Il y a donc une réalité du pouvoir, même si l'on estime comme moi que ce pays souffre d'une crispation du pouvoir, d'une bureaucratisation. Et ceux-là même qui sont contre l'exercice du pouvoir doivent dans leur opposition tenir compte de cette réalité : s'ils ont une volonté politique réelle, cela signifie qu'ils se préparent à assumer le pouvoir et que, par conséquent, ils doivent en tenir compte dans leur lutte, sinon, lorsqu'ils parviendront au pouvoir, ils n'apparaîtront que comme une coalition d'intérêts discordants.

La politique n'existe pas au niveau de la formulation spontanée des revendications, des besoins, des rêves, elle existe au niveau où les intérêts entrent en conflit — ou en composition — et s'expriment dans une vision plus haute, plus générale, des intérêts et des buts. D'autre part, la politique est toujours la catégorie de l'inimitié. C'est un lieu de combat où des intérêts et des idées se cristallisent autour de sujets collectifs qui ne sont pas les porteurs de la vérité absolue, mais qui portent une certaine généralité, qui sont indispensables à l'organisation de la vie des individus.

Ce sont là des idées que beaucoup d'oppositionalistes ont tendance à oublier, et en particulier beaucoup de chrétiens qui, parce qu'ils débordent d'amour pour le monde, s'imaginent que la politique sera la traduction facile de cet amour. Mais, en fait, ils oublient qu'il y a dans la condition politique quelque chose de tragique, qui fait qu'elle ne peut pas être une condition de liberté plénière, de vérité plénière. Ce sont toujours des sujets limités qui cherchent à s'exprimer, ce sont des vérités particulières qui se confrontent, ce sont des intérêts divergents qui se combattent et par conséquent toute politique exige une lutte qui ne correspond pas exactement à ce que l'on pourrait rêver.

Le problème difficile qui nous est posé en ce moment par la politique est le suivant : *quel doit être ce sujet autour duquel un Etat s'organise ?* Est-ce le sujet national ? Il semble bien que la politique, jusqu'à présent, n'ait connu que des sujets nationaux et que, même là où l'idéologie a prédominé, elle a fini par renforcer la nationalité, par servir la puissance de l'Etat. C'est

le cas de l'Union Soviétique et des Etats-Unis, comme ce sera demain le cas de la Chine. Nous voyons donc que la logique de la puissance nationale l'emporte. Cependant il apparaît que la nationalité française, qui a été la plus solide du monde, la plus consciente d'elle-même, est entrée en crise depuis la première guerre mondiale et n'est plus capable de soutenir à elle seule une ambition culturelle en même temps que le destin des Français.

Ceci nous pose une grave difficulté car, au-delà de nos frontières, le monde continue d'être animé par le nationalisme. Or je ne vois pas autour de quel sujet les Français pourraient se rassembler. L'entreprise gaullienne a été admirable en ce qu'elle a permis aux Français de croire un moment que la France existait pleinement alors qu'il était nécessaire pour elle d'accepter le détachement de ses possessions coloniales. C'était un nationalisme d'anesthésie, non un nationalisme de réveil. Or quel nationalisme de réveil peut exister aujourd'hui ? Bien sûr, il faut rappeler aux Français que la marge de liberté, de culture, de bien-être qui leur est dévolue, est étroitement dépendante de l'existence de leur nation. Mais au-delà de cet aspect protecteur du nationalisme, j' imagine assez mal ce que pourrait être un nationalisme de libération dans une France qui n'est pas occupée, qui n'a pas à souffrir de frustrations très profondes.

En France, il n'existe plus aujourd'hui d'Etat à proprement parler. Il existe un ensemble économique, nous sommes liés les uns aux autres par la nécessité de produire ensemble pour consommer ensemble, mais nous ne nous sentons plus liés par un destin commun ou par une tâche commune. On peut évidemment affiner les schémas institutionnels, mais les institutions ne suppléent pas l'absence de valeurs vécues en commun, ce sens d'un destin commun qui s'est affaibli si gravement dans notre pays.

N.A.F. — Jean-Marie Domenach, qu'évoque pour vous le concept de démocratie ?

J.M.D. — J'emploie le moins possible le mot de démocratie parce qu'il est très usé. Mais le concept de démocratie évoque d'abord pour moi la certitude qu'il n'y a pas de supériorité humaine qui soit fondée irrationnellement, que tout pouvoir de l'homme sur l'homme ne sera exercé que temporairement, pour des raisons d'opportunité, et

non pas au nom d'une supériorité de famille, de race ou de classe. Ensuite, c'est pour moi l'invitation à travailler pour qu'il existe plus de communication entre les hommes, entre les groupes, pour que le débat l'emporte autant que possible sur le conflit. Mais ce concept n'évoque pour moi aucune institution particulière.

N.A.F. — En tous cas pas la démocratie libérale...

J.M.D. — Sûrement pas, parce que le type de démocratie que nous avons connu a manifesté ses défauts et ses faiblesses d'une manière trop évidente pour que ceux de ma génération l'oublient. La démocratie est le régime qui exige le plus de discipline, de sacrifice, de la part des citoyens. Ce n'est guère le cas dans le pays où nous vivons.

N.A.F. — Que pensez-vous de ces deux définitions de la monarchie : la monarchie, c'est le minimum d'Etat ; la monarchie, c'est l'anarchie plus un ?

J.M.D. — Franchement, je n'en pense pas grand-chose parce que je ne vois pas ce que cela représente. Affectivement, je me sens remonter à 1789 plutôt qu'à Hugues Capet et je suis plus proche de Michelet que de Maurras.

Ces définitions de la monarchie sont peut-être bonnes, mais elles me paraissent très abstraites. La monarchie ayant présenté des visages si différents au cours de l'histoire, je ne suis pas sûr que l'on puisse donner d'elle une définition aussi intemporelle et catégorique que vous venez de le faire.

Les régimes politiques ont tous montré leur insuffisance, et la politique sera toujours une éternelle déception, pour parler comme Proudhon.

De plus, les possibilités de restauration monarchique me paraissent tellement hors de considération en France que je ne vois pas que cela puisse représenter une alternative sérieuse pour le régime que nous connaissons. Enfin, l'esprit du temps est très rebelle à l'hérédité, à tout ce qui est privilège injustifié. Nous vivons à une époque qui est caractérisée par une formidable poussée d'indépendance des individus et des groupes. Dès lors, vouloir restaurer une forme institutionnelle qui repose justement sur l'hérédité, sur un privilège sans justification, me paraît quelque chose de tellement utopique que j'ai beaucoup de mal à en discuter.

N.A.F. — Donc, pour vous, la monarchie n'est plus crédible ?

J.M.D. — Elle n'est plus crédible et, en outre, je ne pense pas qu'elle soit tellement désirable car je ne vois pas ce qui, dans la monarchie, nous garantirait contre des phénomènes tels que la corruption par l'argent. Je crois en revanche que la permanence du roi ne ferait que les aggraver.

N.A.F. — Le caractère non électif du pouvoir ne le met-il pas au contraire à l'abri des groupes de pression ?

J.M.D. — On peut dire ce que vous dites. On peut aussi dire que la monocratie a des inconvénients redoutables...

Je crois que la démocratie est un régime qui peut se régénérer. Je n'y vois pas un mal absolu, mais j'y vois un mal de même que je vois un mal dans la monarchie. En fait, ces oppositions ne me semblent pas tellement intéressantes.

J'ajouterai que le royalisme qui se proposait de réconcilier la nation est devenu une faction qui est entrée en guerre civile contre le reste de la nation. Et ce fut tout le drame de Maurras.



réponse à jean-marie domenach

Directeur d'*Esprit*, et donc successeur et héritier spirituel d'Emmanuel Mounier, Jean-Marie Domenach entend continuer l'œuvre de l'initiateur du personnalisme. Nous avons eu l'occasion, à propos de son dernier livre, de nous situer par rapport à cette pensée, dont bien des aspects nous sont familiers. De même, nous avons souligné ce qui nous semblait être sa grande faiblesse : le refus de poser le problème institutionnel. Interrogeant Jean-Marie Domenach à propos de la république et de la monarchie, nous ne pouvions que revenir sur ce sujet.

Il admet le reproche, tout en justifiant Mounier : la crise économique des années trente ne pouvait se comprendre que par une vision totale qui remettait en cause la civilisation dans son essence. C'est tout à fait juste. Mais cette préoccupation d'aller au cœur des choses s'opposait-elle au « politique d'abord » maurassien ? Nous ne le pensons pas. « Le politique est urgent, mais il reste subordonné. » Un maurassien n'a rien à reprocher à cette formule, pourvu que l'affirmation de l'urgence du politique ne soit pas une clause de style. Or, on ne peut s'empêcher d'avoir un doute. Et ce doute se trouve confirmé par la suite.

Mounier, nous dit Jean-Marie Domenach, se méfiait de l'Etat. Cette méfiance ne pouvait que se renforcer face à la montée des totalitarismes, évidemment fondés sur l'étatisme. Mais précisément l'hypertrophie monstrueuse de l'Etat moderne n'aurait-elle pas dû l'incliner à établir une doctrine ferme de l'institution, de sa finalité, de ses rapports avec la société ? Il était dangereux de paraître adopter à son endroit une attitude de fuite. On peut d'ailleurs se demander si tout projet de reconstruction sociale qui se refuse à résoudre la question institutionnelle n'est pas condamné. Il faut avoir les moyens de ses fins. En l'occurrence le moyen politique constitue une nécessité absolue, une condition *sine qua non*.

Cette carence du personnalisme est d'autant plus regrettable que ses intuitions sur la société capitaliste libérale sont souvent justes. La dénonciation de la société de consommation apparaît prophétique, et l'analyse formulée par Mounier il y a quarante ans paraît écrite pour aujourd'hui. De même, comment ne trouverions-nous pas un écho de notre propre doctrine dans ces propos de Jean-Marie Domenach sur la nécessité de retrouver le lien familial et national et celle d'échapper à la tyrannie de l'argent ? Nous sommes en plein dans l'*Avenir de l'Intelligence* et il nous semble réentendre la condamnation maurassienne de l'or et du règne de la force brute.

Nous sommes bien d'accord aussi sur la nécessité de réconcilier la conversion intérieure et le souci de l'ordre. Seuls des lecteurs distraits du « Dilemme de Marc Sangnier » pourraient la contester. S'il faut l'ordre et ses bienfaits, il faut également l'héroïsme et la sainteté. Sinon il n'y a pas de civilisation digne de l'homme.

Ceci montre bien qu'il faut en finir avec les oppositions absurdes : la justice contre l'ordre, les libertés contre l'Etat, la droite contre la gauche. Nous avons peu de goût pour les dialectiques de guerre civile, et peu d'appétit pour les querelles des gens de droite et de gauche. Il nous paraît que les uns et les autres, dans l'histoire de la république, ont surtout participé de la nocivité de l'institution qu'ils servaient.

Bien sûr l'A.F. fut souvent engagée dans la mêlée. Mais même si on n'approuve pas toutes ses prises de position, tous ses engagements, on lui rendra cette justice qu'elle agit toujours en fonction des intérêts supérieurs du pays, attentive à sa sécurité en même temps qu'à la justice. Violentement opposée à la politique étrangère du front populaire par exemple, elle sut reconnaître les aspects positifs de sa politique sociale. C'est un des maux du régime démocratique que d'opposer ce qui doit composer, et l'on doit constater que Mounier fut lui-même victime de l'absurde logique de ce système.

Jean-Marie Domenach nous paraît s'être avancé plus loin que Mounier sur la voie de la réflexion politique. Nous nous félicitons qu'il affirme l'essence du politique, sa spécificité. Il nous semble même percevoir une parenté avec l'empirisme organisateur dans sa méthode d'approche et sa réflexion. Vraisemblablement il ferait peu de difficultés pour reconnaître avec nous que le politique comme le biologique a ses lois même si elles sont d'un ordre différent, un ordre qui concilie liberté et nécessité sans jamais abolir l'une ou l'autre.

Un autre point d'accord réside dans l'importance que nous accordons, lui et nous, au fait national. Il nous souvient même qu'en certains textes, le directeur d'*Esprit* n'a pas craint de se déclarer nationaliste. Il n'a jamais nié non plus ce qu'il devait à Barrès. Et ses indulgences pour le régime gaulliste ne se comprennent que dans le contexte d'une certaine ferveur nationale qui emprunte au lyrisme de Michelet. C'est dire que son nationalisme est fort peu maurassien. Du moins implique-t-il un attachement profond à la nation française. D'ailleurs il est assez réaliste pour reconnaître que le XX^e siècle est celui des nations.

Toutefois, le directeur d'*Esprit* s'interroge sur la vitalité du nationalisme français. Autour de quel sujet les Français pourraient-ils se rassembler ? Il ne nie pas l'aspect mobilisateur de la nation protection, mais il doute que cela suffise à rendre sensible le lien communautaire français. Nous sommes à ce propos moins pessimistes car nous croyons précisément que le désenchantement provoqué par l'abondance, ce que Raymond Aron appelle les désillusions du progrès, doit provoquer une quête d'identité, une volonté d'affirmer sa différence pour lutter contre le nivellement et le conformisme universels. Certes, il faut aussi à un peuple des tâches communes. Mais manquent-elles à la France ? Le monde francophone est là

qui pourrait constituer un modèle original de développement. L'expansion économique y trouverait une finalité vraiment humaine. Et puis, la recherche d'une économie qualitative ne constitue-t-elle pas elle-même une tâche considérable, propre à sensibiliser la conscience nationale ?

Il fallait bien que nous en venions enfin au couronnement de cette réflexion. Malgré les réticences « personnalistes », il fallait poser clairement la question de l'Etat. La claire conscience qu'a Jean-Marie Domenach de la spécificité du politique ne devait-elle pas rendre le débat plus facile ? Pourtant, nos lecteurs se sont aperçus que nous n'avions guère avancé et qu'ainsi les questions auxquelles Mounier n'avait pas répondu demeuraient une nouvelle fois sans réponse.

Jean-Marie Domenach n'aime pas beaucoup parler de la démocratie. Il n'a aucune tendresse pour sa variété libérale. L'expérience gaulliste trouve chez lui plus de faveur, preuve qu'il est sensible à la fonction d'un Etat recouvrant un certain prestige. Par ailleurs, il se réfère volontiers aux idéaux de 89. Tout cela devrait provoquer une longue controverse. Malheureusement, la place nous est mesurée. Disons simplement que 89 signifie pour nous la perversion d'idées justes. Maurras a bien montré que le Moyen Age n'avait pas attendu les encyclopédistes pour défendre les droits de la personne. Au surplus l'expérience a montré que les idéaux révolutionnaires n'avaient réussi qu'à provoquer au niveau de l'Etat l'impuissance ou le totalitarisme, au niveau de la société la loi de la jungle et du capital.

Jean-Marie Domenach nous paraît mal poser le problème institutionnel lorsqu'il met en cause la « justice » de l'hérédité. Mais l'hérédité n'est-elle pas constitutive de l'homme, n'est-elle pas une situation fondamentale, une part essentielle de la condition humaine ? Nul n'est homme s'il n'est père. Pierre Boutang nous rappelait ce mot de Proudhon. Alors, pourquoi ces réticences ? Il nous paraît proprement impossible de parler société sans parler hérédité.

Nous pensons aussi que tout privilège doit avoir sa justification, c'est-à-dire une fonction sociale effective. C'est pourquoi l'objection contre l'hérédité de l'Etat monarchique nous paraît sans fondement dans la mesure où l'histoire a montré de façon éclatante le bien fondé du privilège.

D'autre part les poussées d'indépendance des individus et des groupes, loin de constituer un obstacle à l'institution de l'Etat monarchique, nous paraissent au contraire la favoriser. A l'opposé de l'Etat démocratique, la monarchie ne se conçoit que dans un cadre décentralisé, où les libertés soient reconnues et affirmées.

En définitive, Jean-Marie Domenach n'a pas d'objections fondamentales. La monarchie ne lui paraît guère « crédible ». Il se refuse à comparer ses avantages avec la démocratie, parce que cela ne lui paraît ni urgent, ni très utile.

Nous pensons qu'il se prive ainsi d'un champ de réflexion fondamental, indispensable pour résoudre les problèmes de ce temps. Car enfin il faut que le problème de l'Etat soit résolu. Le directeur d'*Esprit* ne le résout en aucune façon.

Gérard LECLERC,
Bertrand RENOUVIN.



O.R.T.F. : la pourriture

Il y a décidément quelque chose de pourri dans notre radio-télévision nationale. La grève générale déclenchée par le personnel technique, qui a duré quatre jours, et s'est prolongée en devenant sectorielle, est d'une déroutante ambiguïté. L'ambiguïté est d'ailleurs la caractéristique majeure de l'O.R.T.F. On la retrouve partout, à commencer par les structures mêmes de l'Office : qui détient le pouvoir ? Personne ne saurait vraiment le dire. Mais le flottement, l'incertitude, ont pris aujourd'hui des dimensions invraisemblables.

Une grève apparemment irresponsable, une direction menacée par les rapports parlementaires sur la publicité clandestine, et des pouvoirs publics qui s'interrogent sur l'efficacité de l'équipe dirigeante actuelle à la veille des élections : tout le monde marche à l'aveuglette, et l'Office tend à ressembler à un chien crevé au fil de l'eau.

**

La grève déclenchée par les syndicats de techniciens était, en elle-même, une erreur. Sur le fond, la position de la direction générale de l'Office était très solide. La cause de la grève était

la publication, le 30 mars dernier, d'un décret du Premier Ministre, modifiant les conditions de déroulement de carrières des personnels statutaires de l'O.R.T.F. (c'est-à-dire environ 12.000 personnes). Les anciennes procédures étaient coûteuses, inefficaces, et entraînaient des inégalités ou des déphasages absurdes. Le nouveau texte est, de toute évidence, supérieur. Deux syndicats (F.S.U. et C.F.D.T.) n'admettant pas qu'une modification quelconque puisse apporter autre chose que la création d'avantages nouveaux, et s'accrochant coûte que coûte aux privilèges acquis, ont refusé cet effort de rationalisation.

A vrai dire, tout le monde a tort dans cette affaire : les deux syndicats qui ont déclenché cette grève à la fois irrationnelle et impopulaire ; la direction générale, et plus précisément le directeur général adjoint Alain Dangeard, dont les méthodes technocratiques inspirent trop facilement l'hostilité.

Cette grève n'est cependant qu'un signe supplémentaire d'un état de pourrissement. Il y a aussi la publicité clandestine. On sait que les principaux « coupables » sont toujours officiellement en place,

et, mis à part un ou deux, continuent à exercer normalement leur fonction. Or, il n'est pas sain que le directeur d'une chaîne de télévision ait été pris la main dans le sac — et que rien ne se passe. Il n'est pas sain de savoir que l'opposition parlementaire se prépare, par la voix des sénateurs Diligent et Caillavet, à frapper un coup très dur. Trop de gens se sentent et se savent menacés.

Le plus grave est cependant l'insistance avec laquelle courent les bruits d'un changement d'équipe dirigeante. Personne n'ignore que l'équipe actuelle ne représente pas, au sein du gaullisme, une tendance très favorable au Premier Ministre. Ce fut même une menace constante pour elle. Les difficultés de Chaban-Delmas et l'éventualité d'un nouveau gouvernement que formerait Olivier Guichard semblent avoir un peu consolidé la position de Jean-Jacques de Bresson.

La grande inconnue reste, cependant, les intentions de Pompidou, et surtout ses intentions concernant les élections. Il est clair que si une dissolution de l'Assemblée intervient très prochainement, il ne peut être question d'effectuer auparavant de grands chambardements à l'O.R.T.F. Si, au contraire, les élections n'ont lieu qu'en 1973, une nouvelle équipe pourrait être chargée d'en préparer la campagne.

**

La situation de l'O.R.T.F. vient, une fois de plus, nous rappeler cet aspect fondamental de l'Etat démocratique : le service public est lui-même soumis aux impératifs électoraux et au maintien de la classe politique en place. Cette réalité ne figure pas dans le texte du statut de juin 1964. Elle est pourtant écrite en lettres d'or dans l'esprit des serviteurs du régime.

François FERRIER.

les révoltées

« L'étendard de la révolte est levé » crient les militantes du M.L.F. (1), et d'aller à l'Arc de Triomphe déposer une gerbe « à la femme du soldat inconnu » !

Quelle commune mesure peut-il y avoir entre les agissements de ces contestataires, et les revendications des travailleuses du Joint Français en grève depuis plus d'un mois ? Si les révoltées sont loin d'être unanimes sur les impératifs de leurs actions, les motivations sont parfois semblables car l'origine de ces révoltes tient en grande partie aux distorsions croissantes entre la société post-industrielle et la condition féminine. Pourtant, lorsque Betty Friedman publie « La Femme Mystique », ou Kate Millet « La Politique du Mâle », elles paraissent s'inspirer des thèses présentées il y a vingt-cinq ans par Simone de Beauvoir dans « Le Deuxième Sexe ».

Pour cette dernière, « on ne naît pas femme, on le devient », c'est-à-dire que la femme est « construite » par la société ou par l'homme cherchant à objectiver un autre qu'il dominera. Afin que ses désirs deviennent réalité, Beauvoir s'attaque à la féminité avec une rage que l'on retrouve dans le néo-féminisme américain et ses

multiples associations (Now - Women's Lib' - Red Stockings - Radical Mothers ou encore « les dures des dures » du S.C.U.M. (2). Libération de la femme, contraception ou avortement libre, émancipation du féminin par rapport au masculin, destruction de la famille patriarcale, bref « nouvelle lutte des classes », tels sont les objectifs de celles à qui le leader noir américain Stokeley Carmichael s'adressait dans cette phrase : « La position des femmes dans le mouvement noir doit être horizontale. »

Mais que dire de cette émancipation qui se réduit à la simple recherche de l'identification. Ce n'est pas l'un des moindres paradoxes du féminisme, car le seul aspect positif de toute émancipation réside bien dans la recherche d'une différenciation positive, comme le note Jean Rostand dans son remarquable « Maternité et Biologie ». S'assumer comme telle pour une femme est alors beaucoup plus réaliste que cet idéalisme effréné qui voudrait affranchir la sociologie de la biologie, nier la réalité pour une société de purs concepts. Il reste que la condition féminine s'est fortement dégradée, qu'après avoir été trop longtemps tenue en état de sujétion la femme ressent fortement les

changements de la société. De productrices au sein du foyer, les femmes deviennent consommatrices adulées ou éléments parmi d'autres d'une chaîne de production.

Dans les pays riches, plus de 50 % des femmes mettent maintenant leur dernier enfant au monde avant 30 ans ; lorsqu'il a 10 ans, elles ont devant elles plus de trente-cinq ans à vivre, étant donné l'allongement de la durée de la vie. Sans travail, elles s'ennuient dans des banlieues qui se vident le jour pour devenir d'immenses gynécées. Mais qu'une femme cherche à travailler et on lui demandera autant d'efforts qu'à un homme sans pour autant lui accorder un revenu équivalent. La révolte peut naître de ce conflit, elle ne peut cependant aboutir en contestant la légitimité du couple et de la famille, elle débouche sur le néant en rejetant la différenciation fondamentale entre l'homme et la femme. La révolte peut aussi être politique dans la lutte radicale contre une société condamnant toute différence, niant toute réalité vécue pour justifier ses idées.

Philippe DILLMANN.

(1) Mouvement pour la Libération des Femmes.

(2) Organisation Nationale des Femmes, Front de Libération des Femmes, Bas Rouges, Mères Radicales, Société pour l'émasculation des hommes (sic).



Saint-Brieuc : la grève des pauvres

Avec ses pelouses spacieuses, ses larges verrières et son granit rose pour faire « breton », l'usine de Saint-Brieuc du JOINT FRANÇAIS (filiale de la C.G.E. qui produit 60 % du caoutchouc d'étanchéité français) a coquette allure et séduit le touriste parisien qui entre dans l'agglomération briochine. Le travail n'y est ni plus ni moins dur qu'ailleurs, plutôt moins qu'à l'usine de SAMBRE ET MEUSE, bien que très salissant, la discipline n'y est pas féroce et la direction déplore l'absentéisme toléré d'une main-d'œuvre d'origine paysanne souvent mal adaptée à la condition ouvrière.

Alors, pourquoi cette grève interminable, qui en est à sa sixième semaine ? Essentiellement parce que des salaires de misère ne permettent pas aux familles ouvrières de vivre décemment, accessoirement parce que responsables syndicaux et ouvriers ont ici l'impression d'« être pris pour des minus ». Aucun des mille ouvriers du JOINT FRANÇAIS, puisque tous O.S., ne peut se permettre de travailler 40 heures par semaine : le salaire moyen se situerait entre 700 et 750 F par mois.

Avec les heures supplémentaires nombreuses et les primes, il se situe entre 850 et 1.050 F par mois. Les ouvriers ont, bien sûr, demandé aux trois délégués de la direction, séquestrés dans la nuit du 5 au 6 avril, comment ils logeraient, nourriraient, vêtiraient leur famille avec cette somme, même en y ajoutant les allocations familiales. Et ce ne sont pas les collectes de solidarité (dont le produit a donné environ 150 F par gréviste pour un mois et demi de grève), ni les distributions de vivres qui leur permettront de payer les dettes accumulées. Depuis longtemps la rancœur s'était accumulée contre la direction lointaine de cette société centralisée à l'excès.

Pendant plusieurs années cette société, fondée en 1962 par la grâce d'un industriel qui passe ses vacances dans la région, a été totalement téléguidée de Paris.

Et depuis qu'un directeur postiche est chargé de faire appliquer les consignes venues d'en haut et de transmettre à Paris des rapports si possible pas trop désagréables ni trop détaillés, les choses n'ont guère changé : on réunit le Comité d'Entreprise, comme le prévoit la loi, on « écoute » patiemment les doléances et on oppose un imperturbable « non possumus », qu'il s'agisse d'améliorer les conditions de travail d'un atelier ou de discuter salaire. Car on refuse depuis longtemps de discuter. Trois grèves tournantes d'atelier s'étaient soldées l'an dernier par un échec des grévistes, depuis plusieurs mois les débrayages se multiplient : Paris ne bronchait pas.

Paris ne bronche toujours pas si l'on connaît les propositions faites au bout d'un mois de

grève, par trois représentants en mission qui n'apportaient qu'un statu quo déguisé.

Le patronat du JOINT s'indigne des prétentions des grévistes.

— Ça ne fait jamais passer les salaires que de 800 à 1.000 F, répliquent ceux-ci.

Le patronat se retranche derrière un budget momentanément déficitaire en raison des sommes investies dans le renouvellement du matériel, qu'il veut rembourser en trois ans, au bout duquel le capital sera bien arrondi.

— Ne remboursez pas si vite, pensez à nous, rétorquent les ouvriers.

Leur dernier recours, pensent-ils, se trouve maintenant dans un vaste mouvement d'opinion, voire d'agitation car l'attitude bornée de la direction tourne certains vers des actions désespérées, prônées par des groupes gauchistes. Ceux-ci sont pourtant restés jusqu'à présent sans grande prise sur les ouvriers. Les questions de salaires intéressent peu les « âmes généreuses ». Ils s'intéressent davantage à la répression des gardes mobiles qui occupent l'usine ou des C.R.S. qui ont délégué les trois séquestrés. C'est ainsi que Bernard Besret, de Boquen, toujours en recherche... de publicité, a donné sa caution aux comités qui protestent contre la réquisition par les gardes mobiles d'un bâtiment d'une école d'horticulture tandis que quelques professeurs trotskistes de la Ligue communiste espèrent entraîner dans la rue les lycéens plus enclins à la manif contre les C.R.S. qu'à quêter pour les grévistes.

Au-delà de cette agitation superficielle, une unanimité assez exceptionnelle s'est faite en faveur des ouvriers du JOINT. Agriculteurs, commerçants, cadres (dont la section C.G.C. a fait preuve de dynamisme et d'ouverture) ont souvent témoigné concrètement leur soutien. La souscription de la N.A.F., lancée au début de la troisième semaine de grève, si elle a confirmé l'indifférence d'un certain public d'A.F. au monde ouvrier sous prétexte que les syndicats ne prônent pas la monarchie (comme s'ils la prônaient davantage lorsque BAINVILLE souscrivait pour les ouvriers du Nord) a permis, grâce à la générosité des militants, de verser 1.000 F le 13 avril aux syndicalistes chargés de la répartition.

Le patronat du JOINT, quant à lui, a manifesté sa volonté de laisser pourrir la grève. Il compte sur la désaffection à l'égard de la grève d'une partie des ouvriers, vivant à la campagne ou chez leurs parents. Une large fraction d'entre eux (un tiers ? la moitié ?) n'est pas syndiquée en effet ; les autres se répartissent entre la C.F.D.T. majoritaire dans l'usine et la C.G.T. qui joue le rôle de frein depuis le début de la grève.

Tandis que le soutien de la population se manifeste cette semaine par des débrayages, par des manifestations et des grèves massives, la direction parisienne de l'usine joue au chantage, à la fermeture « définitive et contre notre volonté ». Seule une intervention politique pourrait peut-être dénouer la crise, mais celle de M. Sabouret, directeur de cabinet du ministre du Travail et maire d'une commune voisine, a échoué au début du mois.

A moins qu'en haut lieu on ne veuille se faire prier et apparaître comme « deus ex machina »... aux environs du 23 avril.

**Les militants de la N.A.F.
de Saint-Brieuc.**

Larzac : on tue

A dix kilomètres de Millau, ancienne capitale du gant, l'armée a installé en 1902 un camp militaire de 7.000 hectares. Aujourd'hui, soixante-dix ans après, l'armée demande l'expropriation de 14.000 hectares supplémentaires ; le Larzac se révolte, les paysans aveyronnais luttent, essayons de voir pourquoi.

Les Causses, jusqu'à la dernière guerre, se dépeuplaient, l'agriculture y était quasiment morte et les bergeries de pierre sèche s'écroulaient. Mais alors que d'autres régions agricoles françaises allaient se transformer en désert (Haut-Gard, Lozère, Alpes de Haute-Provence, le Larzac, lui, s'est mis depuis à revivre. Roquefort est à une dizaine de kilomètres et le fromage se vend bien, alors quelques jeunes agriculteurs, aidés par les coopératives de fromage, s'installent sur le Causse et le développent.

Une brebis, il y a quinze ans, produisait 70 litres de lait par saison, elle en produit aujourd'hui 140 et le nombre des agnelages a sensiblement augmenté, les rendements en céréales ont doublé, les agriculteurs se sont regroupés et quatre G.A.E.C. (Groupes Agricoles d'Exploitation en Commun) ont été créés.

Le statu quo régnait, l'armée rasait les bergeries, n'entretenait pas les sols, stérilisait 7.000 hectares, mais à côté les paysans prospéraient et développaient une région où l'industrie traditionnelle, faute d'avoir su se reconverter, croulait sous des faillites successives.

Puis vinrent mai 68 et les élections. Le député socialiste fut battu, remplacé par un député U.D.R. qui promit de développer la région. Aux municipales, en 1970, le maire de Millau, lui aussi socialiste, fut battu et remplacé par un maire gaulliste.

Le développement gaulliste, on connaît : Santoni, le député-maire d'Apt, fit jadis installer sur le plateau d'Albion, au-dessus de sa ville, des silos à fusées pendant que l'industrie traditionnelle de fruits confits, faute d'énergie et de moyens de transport, mourait.

Ce qui fut bon en Vaucluse, on l'essaya en Aveyron alors que la France ne sait que faire de ses camps militaires, mais les paysans, jeunes, dynamiques et organisés, ont décidé de lutter.

Cependant, leur juste lutte est en train de servir de publicité à la secte béate et non violente de Lanza del Vasto ; on veut installer un camp militaire, luttons contre l'armée. Une fois de plus la lutte réelle va servir la cause des idéologues pacifistes. Non, le Larzac doit rester le lieu de la lutte d'agriculteurs pour leurs terres, la lutte pour la vie d'une région, dans cette Occitanie déjà trop souvent vidée de sa substance. Le Larzac ne servira pas à des grèves de la faim et à des prières destinées à relancer une secte rousseauiste dirigée par un « apôtre » gâteux. Le combat du Larzac doit déboucher sur la révolte contre la technocratie inhumaine secrétée par la démocratie française.

Marc BEAUCHAMP.



le mouvement royaliste

la nouvelle action française

17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, Tél. RIC. 21.93

les français votent NON !

LE MANS :

Jeudi 20 avril à 21 heures, Hôtel Continental, avenue du Général-Leclerc, Gérard Leclerc, directeur politique de la N.A.F., animera un débat sur le thème « Pourquoi non à leur Europe ».

REIMS :

Jeudi 20 avril à 20 h 45, au Foyer Civil, boulevard de la Paix, conférence d'Arnaud Fabre, rédacteur en chef de la « N.A.F. » : « Non à leur Europe, non au néo-capitalisme ».

AIX :

Le 20 avril, meeting avec François Martin, rédacteur à la « Nouvelle Action française », à 21 heures à la brasserie La Madeleine, place des Prêcheurs (face au palais de Justice).

GRENOBLE :

M. G.-P. Wagner, président du comité-directeur de l'Action française, sera à Grenoble le 21 avril, à 21 heures, pour expliquer les positions de l'Action française sur l'Europe.

TOULON :

François Martin sera, le 21 avril à 20 h 45, au café Mayol, sur le port.

NICE :

Le 22 avril, à 21 heures, bar La Colombe (sous-sol), boulevard Jean-Jaurès, en face du cinéma « Casino », conférence de François Martin et Nicolas Kyanakis.

TROYES :

Le 30 avril, grande réunion avec Gérard Leclerc, directeur politique de la « N.A.F.-Hebdomadaire », sous le thème : « L'avenir de la France ».

TOULOUSE :

Conférence d'Abel Pomarède, Gérard Leclerc et Marc Beauchamp : « Quel avenir pour l'Occitanie ? ». Le 26 avril, à 21 heures, salle du Sénéchal.

RENNES :

Le 23 avril « Hôtel Parisien », 12, place de la Gare à Rennes ; conférence de Bertrand Renouvin, sous la présidence d'Yvan Aumont, membre du comité-directeur de l'Action française.

TOURS :

Permanence chaque mercredi au café de l'Univers, à 17 heures (2^e étage).

NORD :

Permanence tous les samedis, de 18 à 19 h 30, et les jeudis, de 18 à 19 heures, au local, 37, rue Alexandre-Leleux (2^e étage).

AIX-EN-PROVENCE :

Permanence tous les jeudis, de 14 à 19 heures, au local, 14, rue du Bon-Pasteur.

LE MANS :

Permanence au local, 5, rue Saint-Pavin-de-la-Cité (Le Vieux-Mans).

LIMOGES :

Permanence tous les mardis, de 16 à 19 heures, au local, Centre Turgot, 43, cours Bugeaud.

permanences :

SAINT-BRIEUC :

Tous les lundis, à 19 heures, au Perroquet Vert, 21, rue Pierre-Le Gorrec.

RENNES :

Permanence étudiante le jeudi, à 17 heures, au local, 16, rue de Châteaudun (1^{er} étage, sous le porche).

Permanence adulte, le premier samedi de chaque mois, à 17 h 30, au local.

GRENOBLE :

Permanence chaque vendredi, à 18 heures, au local, 4, square des Postes.

Joint français

Le groupe de Saint-Brieuc de la Nouvelle Action française remercie toutes les personnes qui ont répondu à son appel en faveur des grévistes et lui ont permis de faire, au cours de la huitième semaine de grève, un versement de 1.000 F aux syndicats ouvriers du JOINT FRANÇAIS.

Plus que jamais face à un patronat lointain et borné, qui a manifesté sa volonté de laisser pourrir la grève, la N.A.F. continue à soutenir activement les grévistes du JOINT FRANÇAIS et lance une seconde souscription en leur faveur (C.C.P. G. Dorso, Paris 17.748-92).

aux armes de France

Un foulard exceptionnel fabriqué en exclusivité pour le compte de la Fédération Nord-Pas-de-Calais de la N.A.F. par un « meilleur ouvrier de France » : Jacques-Yves Bretteville. En soie pure 100 %. La plus belle qualité de soie lyonnaise, titrant 15 momé de densité. A la différence des foulards de série (même de luxe) exécutés au moyen de la sérigraphie ou cadre à lyonnaise, il s'agit ici d'un carré soie composé, gravé, imprimé à la main par un procédé breveté S.G.D.G., imitant à la perfection le tracé du crayon sur la soie avec toutes les délicatesses de jeux d'ombres et de lumières, de nuances et de perspectives aériennes que rend possible le grain ou crayon monochrome.

Le sujet représente les armoiries complètes de la Maison de France. En 80 cm. Roulotte main. Une œuvre d'art de grande finesse, rappelant les toiles de Jouy.

Trois coloris au choix, bleu turquoise, pourpre richelieu, vert émeraude. Garanti lavable, sans aucune décharge.

Tirage limité à 100 exemplaires numérotés de 2 à 101. Prix de souscription : 200 F. Tirage prévu en juin. S'adresser à Pierre Charlet, 31, rue du Maire-André, 59 - Lille.

BULLETIN D'ABONNEMENT

17, Rue des Petits-Champs PARIS-1^{er}

ccp naf 642-31

nom _____ Prénom _____
n° _____ rue _____ ville _____ département _____

**Je souscris un abonnement
d'un an à la n.a.f.-hebdo
normal 45fr soutien 100fr**



Les régions dans l'europe

L'éditorial de ce numéro rappelle que la mystique européenne a toujours été, chez les démocrates, un alibi commode pour éviter de résoudre les problèmes français en se lançant dans une fuite en avant. Ainsi, pendant des années, a-t-on fait croire aux agriculteurs que « l'Europe verte » serait la panacée magique qui résoudrait tous leurs problèmes. On sait ce qu'il en est advenu.

Or, on est en train de faire aux régionalistes le même mauvais coup. Le rite référendaire de dimanche prochain va relancer entre les partis politiques des « Dix » une solidarité idéologique européenne, couverture commode pour le développement d'un néo-capitalisme à la fois libéral et technocratique qui aboutira rapidement à aspirer la substance de la France vers l'axe rhénan. L'aménagement du territoire, dans cette optique, sera hypothéqué par le nouveau souffle donné aux institutions eurocratiques chargées de faire des réformes de structure, style F.E.O.G.A. (Fonds Européen d'Orientation et de Garantie Agricole) ou Fonds Social Européen.

L'ESCROQUERIE DE NANCY

Procès d'intention à l'égard de nos gouvernants, dira-t-on ? Que non pas ! Dans son discours de Nancy prononcé jeudi dernier, M. Pompidou a justifié toutes nos craintes.

Le Président a commencé son discours par un couplet d'autosatisfaction en rappelant tous les avantages que le régime a accordés à la Lorraine, les milliards de subventions que sa sidérurgie a notamment reçus. Ces faits sont exacts. Il reste à savoir si en avant une région de subventions tout en la paralysant par la centralisation administrative, on peut la développer. La situation de la région permet d'en douter.

Puis, tout de suite après, Pompidou a annoncé son dernier coup fourré en abordant le problème de l'insertion de la Lorraine dans la France et l'Europe.

Reste le grand problème de la place de la Lorraine dans la France et dans l'Europe qui se ramène dans la pratique au problème des communications. Des réalisations immenses sont faites ou en cours que nul ne peut nier : je pense à la canalisation de la Moselle en voie d'achèvement à Frouard, et qui sera au cours du VI^e Plan entreprise jusqu'à Neuves-Maisons. Je pense à l'autoroute Nancy - Metz - Thionville - Sarrebruck, presque achevée, et à la liaison ferroviaire Nancy-Metz qui a pris la forme d'un véritable métro interurbain. Ainsi la Lorraine est largement ouverte vers l'Europe du Nord et vers l'Allemagne et pourra y trouver d'importants débouchés à ses productions.

On ne saurait mieux faire l'apologie de la satellisation de la Lorraine par le complexe rhénan : que l'on regarde la carte publiée récemment par *L'Express* des voies d'eau au gabarit 1.350 tonnes, on s'aperçoit de suite que la Lorraine, avec la Moselle canalisée, fait figure de cul-de-sac des voies de gabarit identique n'existant pas vers le sud et notamment dans le cadre d'une liaison Moselle - Rhin - Rhône qui pourrait équilibrer l'attraction des pays rhénans sur la Lorraine. Or cette liaison, M. Pompidou l'a formellement rejetée en déclarant qu'elle porterait atteinte à l'unité nationale et développerait des tendances centrifuges en Lorraine. Pour couronner le tout il a agité le spectre de... Charles le Téméraire. Le normalien Pompidou pousse à ce niveau le canular un peu trop loin : est-ce l'Italie, la Suisse et Monaco qui attirent la main-d'œuvre lorraine et colonisent son économie ? Ou est-ce l'Allemagne ? Même Francis Blanche et Pierre Dac, dans les aventures de Furax, n'atteignent pas cette maestria dans la bouffonnerie cynique.

LA LORRAINE DANS UN ÉTAU

Il y a au moins aussi grave : Pompidou écarte la liaison Rhône-Rhin sous un autre prétexte. Il est nécessaire de relier plus efficacement la Lorraine à Paris pour la souder à l'ouest. Passons sur l'idée farfelue qui consiste à voir dans la liaison avec un pôle industriel de l'ouest quasi inexistant une planche de salut pour la Lorraine. Ce qui est plus sérieux, c'est que l'on veut à toute force renforcer l'emprise de Paris sur la Lorraine, voire faire de celle-ci un prolongement urbain de la pieuvre parisienne. Ceci sous-entend que les idées de M. Delouvrier sur le grand Paris à la taille européenne, c'est-à-dire doté de 16 millions d'habitants en l'an 2000, seront plus que jamais expliquées. Autrement dit, nous nous acheminons vers une mégapole de Paris à Dusseldorf et Rotterdam dans laquelle la Lorraine sera malaxée et broyée cependant que son centre de gravité principal ne sera ni Metz ni Nancy, mais... Sarrebruck.

L'ARRACHEUR DE DENTS PRÉSIDENTIEL

En effet, M. Pompidou a évoqué la mise en application prochaine de la réforme régionale-croupion qu'il prépare. Il a osé prétendre que ce projet, qui accroît les pouvoirs du préfet de région mais ne laisse aux conseils régionaux ni autonomie financière réelle ni personnel administratif pour élaborer une politique régionale, permettrait à la Lorraine d'entrer dans la compétition européenne avec des chances accrues. C'est le contraire qui est vrai : déjà la Sarre où existe un véritable pouvoir régional a un dynamisme bien supérieur

à la Lorraine alors qu'elle était naguère la Cendrillon de l'Allemagne. Demain l'attraction accrue de Sarrebruck sur la Lorraine, toujours paralysée par une bureaucratie tracassière, risque de faire perdre au pays de Barrès toute son originalité.

Moyennant quoi M. Pompidou s'est payé le luxe, pour mieux duper son auditoire, d'exalter la France qui doit être le leader de l'Europe, de magnifier le rôle et l'avenir de la Lorraine dans cette France renouée. Autrement dit, il fait la politique de Jean Monnet avec le langage de Déroulède. Il est vrai qu'il n'en est pas à une imposture près.

L'IMPOSSIBLE EUROPE DES RÉGIONS

Ce qui est vrai pour la Lorraine l'est pour les autres régions françaises. La relance de l'Europe néo-capitaliste menace plus que jamais la Bretagne et l'Occitanie de devenir les parcs touristiques et les zoos folkloriques des Parisiens, des Rhénans ou des Anglais, cependant que les industries de l'Ouest et du Midi seront détruites ou satellisées par les sociétés multinationales. Et pendant que ce processus se fera nous aurons toujours un Pompidou pour déclarer aux Bretons (il l'a déjà fait à Brest) ou aux Occitans, que « la large ouverture vers l'Europe du Nord et vers l'Allemagne » va assurer leur prospérité.

Il n'existe pas, il ne peut pas exister dans l'immédiat de pouvoir politique européen qui ferait une nation-Europe fondée sur l'amitié, une communauté qui assurerait à ses provinces un développement harmonieux. Et ceci pour bien des raisons : citons entre autres le jeu très nationaliste de l'Allemagne de Brandt et la vieille politique d'indépendance ombrageuse d'une Angleterre qui n'entre dans le Marché Commun que pour donner à son capitalisme un champ d'expansion.

La seule Europe possible actuellement se réduit à une zone de libre-échange aménagée par des technocrates apatrides. Dans ce cadre les régions françaises, paralysées par la centralisation, ont tout à perdre. Alors, nous nous adressons aux autonomistes occitans et bretons qui en sont venus par haine légitime de l'Etat jacobin à détester la France : il ne s'agit pas de libérer l'Occitanie ou la Bretagne du « colonisateur » français, ce qu'il faut, c'est libérer toute la communauté française d'un régime qui la brime par son jacobinisme (et Paris n'est pas mieux partagé à cet égard que Rennes ou Montpellier), qui pour conditionner des électeurs asservit des citoyens, qui pour dissimuler sa faillite jette la nation dans un grand ensemble bureaucratique et sans âme. Régionalistes français, vous direz non le 23 avril à l'imposture démocratique, pour dire oui à une France communautaire, syndicaliste et fédéraliste, guidée mais non dominée par un roi fédérateur et arbitre.

Arnaud FABRE.